



CPPF

Commission Professionnelle Paritaire Fribourgeoise
du Secteur Principal de la Construction

PBKF

Paritätische Berufskommission Freiburg
des Bauhauptgewerbes

**RAPPORT ANNUEL
JAHRESBERICHT**

2023



Botschaft des Präsidenten

Protokoll

Retrospektive

Informationen zu bearbeiteten und abgeschlossenen Dossiers

Baustelleninspektorat Freiburg– zusammenfassung

Kommentare zur Jahresrechnung 2023

Impressum

Mise en page // Actalis

Photographie // Keren Bisaz, Mirages Photography.
CPPF (interne)

SOMMAIRE // INHALT

04 Message du Président

06 Procès-verbal de l'assemblée générale

14 Rétrospective

16 Informations sur les dossiers traités et clôturés

19 Inspectorat chantiers Fribourg

20 Comptes 2023

22 Commentaires sur les produits et les charges 2023

24 Rapport de l'organe de contrôle

25 Budget 2025

26 Organisation

26 Associations signataires

27 Représentants au Tribunal arbitral // Représentants

MESSAGE DU PRÉSIDENT // BOTSCHAFT DES PRÄSIDENTEN

Chers, chères collègues,

C'est avec une grande tristesse que je prépare ce message en tant que président de la Commission Professionnelle Paritaire Fribourgeoise (CPPF) et du Fribourgfonds-Construction (FFC), car j'aurais bien apprécié que ce soit mon défunt collègue et ami Thierry Jaquet qui le rédige, afin de vous rappeler de son engagement sans faille pour le secteur principal de la construction, non seulement dans notre canton, mais aussi au niveau national, à lui et à nos collègues sur les chantiers qui ne sont plus parmi nous, mes plus profonds respects.

Aujourd'hui, nous nous trouvons à un carrefour crucial pour le secteur principal de la construction, un pilier essentiel de notre économie nationale et régionale. Ce secteur abrite des talents inestimables, des artisans et des collègues dévoué.e.s qui bâtissent non seulement nos villes mais aussi notre avenir.

Nous savons que la construction n'est pas simplement une question de briques et de mortier; elle est une question de familles, de communautés, d'aspirations et d'amitiés. Ces derniers temps, notre secteur fait face à des défis majeurs, allant de la fluctuation des coûts des matériaux et l'impact des nouvelles réglementations environnementales à la fin même de notre partenariat social. Cependant, ce n'est pas la première fois que nous devons surmonter des obstacles. L'histoire montre que notre secteur, armé de sa résilience et de son esprit d'innovation, est capable de transformer chaque défi en une opportunité pour progresser.

L'importance du partenariat social dans notre secteur ne peut être sous-estimée. Le succès de la construction repose sur une coopération harmonieuse entre tous les acteurs, y compris les employeurs, les employés, les syndicats, les associations professionnelles et l'état. Un dialogue social constructif est fondamental pour s'assurer que les intérêts de tous et de toutes soient équilibrés et respectés, permettant ainsi au secteur de prospérer.

Notre Convention nationale (CN) et la Convention collective de travail (CCT locale) n'est pas seulement un document juridique; elle est un véritable pacte social. Elle garantit des conditions de travail décentes, une rémunération équitable et des avan-

tages sociaux substantiels. Elle est le reflet de notre engagement commun à favoriser un environnement de travail sain, sûr et digne.

Grâce à des conventions collectives de travail robustes, nous pouvons garantir que chaque collègue sur nos chantiers, apprenti ou cadre, puisse œuvrer dans un environnement respectueux et stimulant. De plus, ces accords offrent un socle de stabilité économique qui permet aux entreprises de planifier sur le long terme, encouragent l'innovation, la formation et augmentent la productivité. Aussi, nous devons redoubler d'efforts pour attirer et former les jeunes talents. L'éducation et la formation continue sont les pierres angulaires du progrès.

Ensemble, avec une vision partagée et un engagement résolu, nous pouvons faire face aux défis actuels et futurs. Continuons à bâtir, mais bâtissons mieux, œuvrons ensemble pour une construction qui reflète les valeurs de notre société, l'intégrité, l'innovation et la solidarité. Une telle collaboration nous permettra de surmonter les défis et de prospérer. Les fondations solides que nous posons aujourd'hui sont celles sur lesquelles les générations futures construisent leur propre avenir. Les amis, nous avons une dette avec le passé et une promesse inébranlable avec le futur.

Merci pour votre engagement et votre dévouement. Ensemble, nous bâtissons un avenir plus fort et plus résilient.



**Ensemble,
nous bâtissons
un avenir
plus fort
et plus
résilient.**



**Gemeinsam
werden wir eine
stärkere und
widerstandsfä-
higere Zukunft
aufbauen.**

Liebe Kolleginnen und Kollegen

Mit grosser Trauer bereite ich diese Botschaft als Präsident der Paritätischen Berufskommission Freiburg (PBKF) und des Friburgfonds-Bau (FFB) vor, denn ich hätte es geschätzt, wenn es mein verstorbener Kollege und Freund Thierry Jaquet sie geschrieben hätte. Um Sie an sein unermüdliches Engagement für das Bauhauptgewerbe zu erinnern, nicht nur in unserem Kanton, sondern auch auf nationaler Ebene, spreche ich ihm und unseren Kollegen auf den Baustellen, die nicht mehr bei uns sind, meinen tiefsten Respekt aus.

Heute befinden wir uns an einem entscheidenden Scheideweg für das Bauhauptgewerbe, eine wichtige Säule unserer nationalen und regionalen Wirtschaft. Dieser Sektor ist die Heimat unschätzbbarer Talente, Handwerker und engagierter Kollegen, die nicht nur unsere Städte, sondern auch unsere Zukunft aufbauen.

Wir wissen, dass es beim Bauen nicht nur um Ziegel und Mörtel geht; Es geht um Familien, Gemeinschaften, Wünsche und Freundschaften. In jüngster Zeit steht unsere Branche vor grossen Herausforderungen, die von schwankenden Materialkosten über die Auswirkungen neuer Umweltvorschriften bis hin zum Ende unserer Sozialpartnerschaft reichen. Dies ist jedoch nicht das erste Mal, dass wir Hindernisse überwinden müssen. Die Geschichte zeigt, dass unsere Branche mit ihrer Widerstandsfähigkeit und ihrem Innovationsgeist in der Lage ist, jede Herausforderung in eine Chance für Fortschritt zu verwandeln.

Die Bedeutung der Sozialpartnerschaft in unserer Branche ist nicht zu unterschätzen. Der Bau-erfolg hängt von der harmonischen Zusammenarbeit aller Beteiligten ab, darunter Arbeitgeber, Arbeitnehmer, Gewerkschaften, Berufsverbände und der Staat. Ein konstruktiver sozialer Dialog ist von grundlegender Bedeutung, um sicherzustellen, dass die Interessen aller ausgeglichen und respektiert werden, wodurch der Fortschritt des Sektors ermöglicht wird.

Unser Landesmantelvertrag (LMV) und der Gesamtarbeitsvertrag (lokaler GAV) sind nicht nur ein Rechtsdokument; Es ist ein echter Sozialpakt. Es garantiert menschenwürdige Arbeitsbedingungen, eine faire Entlohnung und umfangreiche Sozialleistungen. Es spiegelt unser gemeinsames Engagement für die Förderung eines gesunden, sicheren und würdevollen Arbeitsumfelds wider.

Dank solider Kollektivverträge können wir garantieren, dass jeder Kollege an unseren Standorten, ob Auszubildender oder Kader, in einem respektvollen und anregenden Umfeld arbeiten kann. Darüber hinaus bilden diese Vereinbarungen eine Grundlage für wirtschaftliche Stabilität, die es Unternehmen ermöglicht, langfristig zu planen, Innovationen und Schulungen zu fördern und die Produktivität zu steigern. Ausserdem müssen wir unsere Anstrengungen zur Gewinnung und Ausbildung junger Talente verdoppeln. Aus- und Weiterbildung sind die Grundpfeiler des Fortschritts.

Gemeinsam, mit einer gemeinsamen Vision und entschlossenem Engagement können wir aktuelle und zukünftige Herausforderungen meistern. Lasst uns weiter bauen, aber lasst uns besser bauen, lasst uns gemeinsam für einen Bau arbeiten, der die Werte unserer Gesellschaft widerspiegelt: Integrität, Innovation und Solidarität. Eine solche Zusammenarbeit wird es uns ermöglichen, Herausforderungen zu meistern und erfolgreich zu sein. Die soliden Grundlagen, die wir heute legen, sind diejenigen, auf denen künftige Generationen ihre eigene Zukunft aufbauen. Freunde, wir haben der Vergangenheit gegenüber eine Schuld und der Zukunft gegenüber ein unerschütterliches Versprechen zu leisten.

Vielen Dank für Ihr Engagement und Ihren Einsatz. Gemeinsam werden wir eine stärkere und widerstandsfähigere Zukunft aufbauen.

PROCÈS-VERBAL //

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU JEUDI 28 SEPTEMBRE 2023, À 16H30

LIEU: SYNDICAT UNIA, ROUTE DES ARSENAUX 15, 1700 FRIBOURG

Liste des présences

Présidence	François Clément
Présents	18 personnes, selon la liste des présences
Excusés	5 personnes
Procès-verbal	Véronique Grandjean

Ordre du jour

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale du 8 septembre 2022
2. Rapport d'activité 2022
3. Comptes 2022
4. Rapport de l'organe de contrôle et approbation des comptes 2022
5. Budget 2024
6. Nominations statutaires (présidence et organe de contrôle)
7. Divers

Salutations et communications du Président

Le Président, Monsieur François Clément, ouvre la séance et souhaite la cordiale bienvenue à toutes les personnes présentes dans les bureaux d'Unia à Fribourg. Il remercie pour son organisation l'ensemble du bureau. François Clément rappelle que cette séance revêt un caractère particulier car il s'agit de la dernière séance de Jacinthe Joye. Il souhaite la bienvenue aux invités, Messieurs Burim Ramaj et Jean-Daniel Wicht.

Il demande si les personnes présentes ont reçu la convocation du 17 juillet 2023 et s'il y a des remarques. Si ce n'est pas le cas, la séance se déroulera selon l'ordre du jour validé. Il est de coutume de nommer des scrutateurs mais vu la configuration de la salle et sauf objection, il est proposé de ne pas nommer de scrutateurs. Proposition acceptée.

Introduction du Président

L'année 2022 a été une année intéressante pour le moins, mouvementée pour les partenaires sociaux qui ont eu beaucoup de points à régler. Toutefois, pour les institutions paritaires, le travail a continué

quelles que soient les situations par des discussions avec les partenaires sociaux. Le travail s'est fait et il s'est bien fait. L'application de la CCT, la formation a pu continuer et c'est tout à l'honneur de cette institution paritaire d'avoir été capable de faire le travail même pendant les périodes où des conversations musclées ont eu lieu, notamment au niveau zurichois. Ici les partenaires ont toujours su faire la part des choses et travailler ensemble. Et cette excellente situation s'est poursuivie puisque depuis le début de l'année on a encore des discussions sur des points importants. Il y a toujours des sujets à régler dans le travail sur les chantiers, un travail qui est passionnant, important. C'est là qu'on construit des hôpitaux, des routes, des ponts qui sont nécessaires au bon fonctionnement de notre société. Mais c'est aussi un travail qui est difficile, parfois même pénible suivant la météo ou les conditions dans lequel on l'exécute. Il est important que notre institution continue à rendre ce travail plus attractif pour donner aux jeunes l'envie de travailler dans cette profession.

À la fin de cette assemblée je passerai la main de ma première présidence. Ça a été un plaisir de travailler avec vous tous et je remercie la Commission Professionnelle Paritaire, l'ensemble du personnel de cette commission pour le travail fourni et l'aide qui m'a été apportée dans ma tâche. Votre professionnalisme a permis d'avancer quelles que soient les situations.

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée du 8 septembre 2022

Le procès-verbal est approuvé par l'assemblée et le Président en remercie son auteur, Madame Silvia Romanens. Le procès-verbal figure dans le rapport annuel. Pour les personnes qui le désirent, il est aussi disponible au secrétariat.



2. Rapport d'activité 2022

Pour l'explication du rapport d'activité 2022, le Président passe la parole à Madame Jacinthe Joye. Tout d'abord, Jacinthe Joye remercie le comité, les membres des différents bureaux et ses collaboratrices pour leur excellent travail ainsi que leur soutien tout au long de l'année.

Elle informe que Nathalie Codourey a quitté le secrétariat de la CPPF à la fin mai. Elle souhaitait rejoindre un autre domaine d'activité qui lui correspondait mieux. Son poste sera repourvu à partir du 1^{er} janvier 2024. Il n'a pas été simple de trouver le profil idéal pour ce poste. Dès cette date, le secrétariat retrouvera son effectif initial.

Détail des contrôles 2021 et 2022 selon le Reporting Tool

Selon le tableau, Jacinthe Joye explique les différents écarts à savoir :

Les entreprises et les travailleurs contrôlés sont en légère baisse.

Par contre, nous remarquons une augmentation des peines conventionnelles de +CHF 18'679.00 et des frais de contrôles de +CHF 2'347.00.

Explications :

Les peines conventionnelles facturées aux entreprises sont calculées par le Reporting Tool et dès 2024, avec Baticontrol, la nouvelle plateforme. Si une peine est prononcée c'est qu'il y a eu un préjudice.

Les peines conventionnelles sont essentiellement dues aux heures supplémentaires pas indemnisées à 25% ou pas payées et reportées d'année en année. Le supplément pour le travail du samedi n'est assez souvent pas payé et notons aussi des erreurs administratives comme par exemple les taux des assurances sociales pas corrects.

Les frais de contrôles sont calculés d'après le temps passé sur le dossier de contrôle. Toutes les actions sont imputées dans le Reporting Tool puis les frais sont discutés au Bureau d'application selon la gravité des manquements et toutes les entreprises sont traitées de la même manière.

La différence de CHF 25'825.00 par rapport à 2021 provient de paiements encaissés en 2022 mais qui concernaient 2021.

Point positif, nous avons remarqué que les entreprises nous appellent de façon régulière pour demander des renseignements et faire juste. Toutefois, la gestion des compteurs des HS pose encore beaucoup de problèmes (à zéro heure à la fin avril).

Le Président remercie Jacinthe Joye et relève que ça a été une année active avec moins de contrôles mais de plus lourdes amendes, ce qui confirme la qualité des contrôles de la CPPF.

Contrôles effectués par l'ICF

Jacinthe Joye remercie Dominique Mossu, inspecteur, pour son résumé de l'année 2022 ainsi que toute l'équipe de l'ICF pour le travail effectué. Un merci spécial à Mme Emanuela Riedo qui a pris la responsabilité ad intérim de l'ICF.

François Clément informe d'une disposition que l'ICF applique depuis le début de l'année et qui peut intéresser nos Institutions qui luttent contre le travail au noir et qui tient aussi à cœur la CPPF. Actuellement, l'ICF peut parfois, sous certaines conditions, fermer un chantier lorsqu'il y a des fuites d'ouvriers à contrôler. Cette mesure amènera une concurrence saine.

Comptes 2022

Pour l'explication des comptes 2022, le Président passe la parole à Jacinthe Joye. Le détail de ces comptes figure dans le rapport annuel.

Jacinthe Joye présente les comptes qui, comme l'année passée, sont représentés sous forme de graphiques ainsi leur lecture est plus compréhensible. Pour les personnes qui sont nouvelles, Jacinthe Joye rappelle que les comptes sont séparés en deux domaines, soit le domaine de la formation et le domaine de l'application. On entend par application tous les coûts ou produits qui relèvent des contrôles des secteurs du gros œuvre, des locations de services et des LDét.

Produits domaine FORMATION :

CHF 29'500.00

Les produits du secteur formation proviennent du Parifonds Construction qui verse cette contribution selon le nombre de travailleurs de la construction dans le canton cotisant au Parifonds Construction.

Produits domaine APPLICATION :

CHF 780'044.70

Par rapport aux graphiques, ces produits sont répartis et regroupés de la manière suivante :

- Contribution du Parifonds pour l'application de la CN CHF 681'077.18 (86%)
- Peines conventionnelles et frais de procédure du GO CHF 97'138.95 (13%)
- Peines conventionnelles et frais de procédure des LDét CHF 6'866.00 (2%)
- Peines conventionnelles et frais de procédure des LSE CHF 0.00 (0%)
- Pertes sur débiteurs CHF -5'038.06 (-1%)

Total des deux domaines : CHF 809'544.07

**C'est là qu'on
construit des
hôpitaux, des
routes, des ponts
qui sont néces-
saires au bon
fonctionnement
de notre société.**

Charges domaine FORMATION:

CHF 25'931.05

- Frais apprentis (caisses à outils refacturation de la FFE à la CPPF) CHF 21'133.05 (81%)
- Frais qui concernent le secrétariat formation (pourcentage par rapport aux charges salariales) CHF 4'798.00 (19%)

Charges domaine APPLICATION:

CHF 783'613.02

Ces charges sont réparties de la manière suivante:

- Charges salariales personnel et assurances sociales + mandat de l'ICF (CHF 74'000.00) pour les contrôles du GO CHF 561'717.95 (72%)
- Frais de contrôles de l'ICF pour les contrôles LDét CHF 17'770.50 (2%)
ce montant est en dessous du mandat (CHF 40'000.00) car les objectifs 2022 n'ont pas été atteints.
- Autres charges, loyer et frais administratifs CHF 113'236.52 (14%)
- Indemnisations pour l'application de la CN et indemnisations pour la participation aux séances des représentations CHF 90'888.05 (12%)

Total des deux domaines: CHF 809'544.07

Le résultat de l'exercice 2022 est de CHF 44'222.82. Pour des raisons fiscales, ce montant a été rétrocédé au Parifonds Construction afin que l'exercice présente un résultat nul.

François Clément remercie Jacinthe Joye pour les comptes et demande s'il y a des questions. Comme ce n'est pas le cas, le Président donne la parole à Mme Mireille Veyre-Bonny pour la lecture du rapport de révision car Mme Valérie Ngon de Swiss-Audit (Mittelland SA) est excusée.

3. Rapport de l'organe de révision et approbation des comptes 2022

Au nom de SwissAudit (Mittelland) SA, Mme Mireille Veyre-Bonny précise que le contrôle s'est fait selon la Norme suisse relative au contrôle restreint pour l'exercice arrêté au 31.12.2022. Lors de la vérification des comptes, la Fiduciaire n'a pas rencontré d'élément leur permettant de conclure que les comptes annuels et la proposition concernant l'emploi du bénéfice ne sont pas conformes à la loi et aux statuts.

François Clément remercie SwissAudit (Mittelland) SA, Mme Mireille Veyre-Bonny, et demande d'approuver, par mains levées, les comptes 2022 et d'en donner décharge au Comité.

François Clément demande également l'approbation du rapport de révision de SwissAudit (Mittelland) SA, par mains levées.

4. Budget 2024

Pour la présentation du budget 2024, le Président passe la parole à Jacinthe Joye.

Le même principe des deux domaines est appliqué à savoir:

Produits domaine FORMATION:

CHF 29'500.00 (chiffre identique au budget 2023)

Produits domaine APPLICATION:

CHF 778'350.00

- Contribution du Parifonds pour l'application de la CN et produits divers CHF 690'850.00
- Peines conventionnelles et frais de procédure GO CHF 80'000.00
- Peines conventionnelles et frais de procédure LDét CHF 7'000.00
- Peines conventionnelles et frais de procédure Location service CHF 3'000.00
- Remboursement frais tribunal CHF 500.00
- Recettes sur dédommagements à parties adverses CHF 500.00
- Pertes sur débiteurs CHF -3'500.00

Produits autres: CHF 1'000.00

Les produits autres concernent les cartes professionnelles Cerbères pour les non-membres (facturées CHF 30.00 par carte). Par rapport à 2023, le montant est diminué car dans le futur, les cartes professionnelles seront établies et facturées par SIAC/ISAB.

Total des deux domaines: CHF 808'850.00

Charges domaine FORMATION:

CHF 29'550.00

- Frais apprentis (caisses à outils refacturation de la FFE à la CPPF) CHF 25'000.00
- Frais qui concernent le secrétariat formation (pourcentage par rapport aux charges salariales) CHF 4'550.00

Charges domaine APPLICATION:

CHF 779'300.00

- Charges salariales, assurances sociales et mandat de l'ICF pour les contrôles CN CHF 524'650.00
- Frais de contrôles de l'ICF pour les contrôles LDét CHF 39'900.00
- Autres charges, loyer et frais de secrétariat CHF 116'650.00
- Autres indemnisations CHF 98'100.00

Total des deux domaines: CHF 808'850.00

Jacinthe Joye passe la parole à François Clément pour une information concernant le budget 2024. Le Président rappelle que le Comité a insisté pour



ne pas établir un budget trop optimiste car la CPPF n'est pas supposée capitaliser. En effet, le bénéfice doit être rétrocédé au Parifonds donc il n'est pas intéressant dans notre budget de mettre en avant un excédant tout en sachant que ce n'est pas l'objectif de la CPPF.

Le président demande s'il y a des questions, des remarques sur ce budget.

Comme ce n'est pas le cas, il propose d'approuver par mains levées le budget 2024 tel qu'il a été présenté.

Décision : le budget 2024 est approuvé à l'unanimité.

5. Nominations statutaires (présidence et organe de contrôle)

François Clément informe que, selon les statuts, son mandat représentant la partie syndicale d'une année se termine à l'issue de cette assemblée.

La nouvelle présidence 2023-2024 sera assurée par Thierry Jaquet représentant le syndicat Syna. La vice-présidence, par Monsieur Marc Pache, représentant des employeurs.

Le Président demande à l'assemblée présente d'approuver par mains levées la Présidence et la Vice-Présidence.

Le Président sortant soumet un dernier point à l'assemblée, l'approbation par mains levées pour la continuation du mandat de SwissAudit (Mittel-land) SA qui est acceptée à l'unanimité.

6. Divers

François Clément propose de passer à une partie plus émouvante puisque nous allons prendre congé de deux personnes à savoir :

Jean-Daniel Wicht, qui a travaillé pour lutter contre le travail au noir et rappelle que la Commission a eu beaucoup de plaisir à collaborer à ses côtés et que son successeur pourra reprendre le flambeau

avec autant d'énergie et de volonté à vouloir agir contre ce fléau.

Jacinthe Joye, pour avoir œuvré pendant 10 ans au sein de la CPPF. C'est donc une page importante qui se tourne aujourd'hui. Madame Joye a travaillé avec vigilance et avec volonté en n'hésitant pas à épauler le président lors des séances ce qui a fait d'elle une personne indispensable au bon fonctionnement de la Commission. Afin que les remerciements se fassent en bonne et due forme, le président donne la parole au directeur de la FFE, M. David Valterio.

Jacinthe Joye se dit très touchée par ces reconnaissances mais précise que ses débuts ont été assez difficiles car lorsqu'on est dans une Association, les décisions sont lentes donc il faut être patient pour pouvoir clôturer un dossier. Elle remercie ses collaboratrices qui ont été précieuses et affirme avoir eu beaucoup de plaisir à travailler au sein de cette commission car le travail était très intéressant, elle gardera de beaux souvenirs des différentes collaborations.

Le Président propose à Burim Ramaj, successeur de Jacinthe Joye, de se présenter.

Le Président remercie l'assistance pour leur participation à cette assemblée générale. Il clôt l'assemblée de la CPPF et précise que la remise des prix 2023 du FFC ainsi que la partie récréative vont pouvoir commencer.

Le Président lève la séance à 17h30.

Commission Professionnelle Paritaire Fribourgeoise du secteur principal de la construction


Véronique Grandjean
Collaboratrice administrative

PROTOKOLL //

**GENERALVERSAMMLUNG VOM DONNERSTAG, 28. SEPTEMBER 2023,
UM 16:30 UHR. ORT: GEWERKSCHAFT UNIA,
ROUTE DES ARSENAUX 15, 1700 FREIBURG**

Präsenzliste

Vorsitz	François Clément
Anwesende	18 Personen, gemäss Präsenzliste
Entschuldigt	5 Personen
Protokoll	Véronique Grandjean

Traktandenliste

1. Genehmigung des Protokolls der Generalversammlung vom 8. September 2022
2. Tätigkeitsbericht 2022
3. Jahresrechnung 2022
4. Revisionsbericht und Genehmigung der Jahresrechnung 2022
5. Budget 2024
6. Statutarische Ernennungen (Vorsitz und Kontrollorgan)
7. Verschiedenes

**Denn dort wer-
den Spitäler,
Strassen und
Brücken gebaut,
die für ein rei-
bungsloses Funk-
tionieren unserer
Gesellschaft un-
erlässlich sind.**

Begrüssung und Mitteilungen den Präsidenten

Der Präsident, Herr François Clément, eröffnet die Sitzung und heisst alle Anwesenden in den Räumlichkeiten der Unia in Freiburg herzlich willkommen. Er dankt dem ganzen Büro für die Organisation. François Clément betont, dass diese Sitzung speziell ist, weil es für Jacinthe Joye die letzte Sitzung sein wird. Er begrüsst die Gäste, die Herren Burim Ramaj und Jean-Daniel Wicht.

Er erkundigt sich, ob die Anwesenden die Einladung vom 17. Juli 2023 erhalten haben, und ob jemand Bemerkungen vorbringen möchte. Wenn dies nicht der Fall ist, kann die Sitzung gemäss genehmigter Traktandenliste ablaufen. Normalerweise werden Stimmzähler ernannt, aber aufgrund der räumlichen Einrichtung und wenn niemand etwas dagegen einwendet, wird vorgeschlagen, keine Stimmzähler zu ernennen. Der Vorschlag wird angenommen.

Einführung des Präsidenten

2022 war zumindest ein interessantes Jahr; für die Sozialpartner, die zahlreiche Punkte zu regeln hatten, war es ein bewegtes Jahr. Für die paritätischen Institutionen ging die Arbeit jedoch situationsunabhängig mit Gesprächen mit den Sozialpartnern weiter. Die Arbeit wurde gemacht und zwar gut. Die Anwendung des GAV, die Ausbildung konnte fortgesetzt werden, und es ist dieser paritätischen Institution sehr hoch anzurechnen, dass sie in der Lage war, die Arbeit auch in Zeiten zu erledigen, in denen harte Gespräche stattfanden, namentlich im Kanton Zürich. Hier schafften es die Partner immer, allen Umständen Rechnung zu tragen und zusammenzuarbeiten. Diese hervorragende Situation hielt weiterhin an, da seit Jahresbeginn immer noch Gespräche über wichtige Punkte stattfinden. Es gibt immer etwas in Bezug auf die Arbeit auf

den Baustellen zu klären; eine spannende und interessante Arbeit. Denn dort werden Spitäler, Strassen und Brücken gebaut, die für ein reibungsloses Funktionieren unserer Gesellschaft unerlässlich sind. Es ist aber auch eine schwierige Arbeit, die manchmal aufgrund des Wetters oder der Bedingungen, unter denen sie ausgeführt wird, sogar mühsam sein kann. Es ist wichtig, dass unsere Institution diese Arbeit weiterhin attraktiver gestaltet, damit Jugendliche Lust haben, diesen Beruf zu erlernen.

Am Ende dieser Versammlung werde ich meinen ersten Vorsitz abgeben. Es bereite mir Freude, mit Ihnen allen zusammenzuarbeiten und ich danke der Paritätischen Berufskommission sowie dem ganzen Personal dieser Kommission für die erbrachte Arbeit und für die Unterstützung, die mir bei meiner Aufgabe geboten wurde. Mit Ihrer Professionalität konnten in allen Situationen Fortschritte erzielt werden.

1. Genehmigung des Protokolls der Versammlung vom 8. September 2022

Die Versammlung genehmigt das Protokoll, und der Präsident bedankt sich bei der Verfasserin, Frau Silvia Romanens. Das Protokoll ist im Jahresbericht ersichtlich. Auf Wunsch, kann es auch auf der Geschäftsstelle eingesehen werden.

2. Tätigkeitsbericht 2022

Für die Erläuterungen des Tätigkeitsberichts 2022 übergibt der Präsident das Wort Frau Jacinthe Joye.

An erster Stelle dankt Jacinthe Joye dem Vorstand und den Mitgliedern der verschiedenen Büros sowie ihren Mitarbeiterinnen für ihre Unterstützung und die ausgezeichnete Arbeit, die sie während des ganzen Jahres leisten.

Sie teilt mit, dass Nathalie Codourey die PBKF-Geschäftsstelle per Ende Mai verlassen hat. Sie entschied sich für ein anderes Arbeitsgebiet, das ihr besser entspricht. Ihre Stelle wird ab 1. Januar 2024 neu besetzt. Es war nicht einfach, für diese Stelle das ideale Profil zu finden. Ab diesem Datum wird die Geschäftsstelle wieder mit ihrem ursprünglichen Personalbestand arbeiten.

Detail der Kontrollen 2021 und 2022 gemäss Reporting Tool

Jacinthe Joye erklärt die verschiedenen Abweichungen anhand der Aufstellung wie folgt:

Die Anzahl der kontrollierten Unternehmen und Mitarbeiter ist leicht rückläufig.

Wir stellen jedoch eine Zunahme bei den Konventionalstrafen von + CHF 18'679.00 und bei den Kontrollkosten von + CHF 2'347.00 fest.

Erklärungen:

Die den Unternehmen verrechneten Konventionalstrafen werden mit dem Reporting Tool und ab 2024 mit der neuen Plattform Baticontrol berechnet. Eine Strafe wird dann verhängt, wenn ein Verstoß begangen wurde..

Die Konventionalstrafen sind vor allem auf die Überstunden zurückzuführen, die nicht mit 25% entschädigt oder nicht ausbezahlt und von einem Jahr aufs andere übertragen werden. Der Zuschlag für Samstagsarbeit wird recht häufig nicht bezahlt. Ausserdem kommt es auch zu administrativen Fehlern, beispielsweise zu falschen Versicherungsansätzen.

Die Kontrollkosten werden anhand der Zeit verrechnet, die für das Kontrolldossier aufgewendet wird. Alle Handlungen werden im Reporting Tool erfasst, danach werden die Kosten im Vollzugsbüro aufgrund der Schwere der Verstösse besprochen. Alle Unternehmen werden gleichbehandelt.

Die Differenz von CHF 25'825.00 im Vergleich zu 2021 ist auf Zahlungen zurückzuführen, die 2022 eingegangen sind, jedoch 2021 betrafen.

Als positiver Punkt kann gesagt werden, dass wir feststellen, dass die Unternehmen uns regelmässig anrufen, um Auskunft zu erhalten und alles richtig zu machen. Die Verwaltung der Überstundenzähler bereitet jedoch noch viel Probleme (Null Überstunden per Ende April).

Der Präsident dankt Jacinthe Joye und betont, dass es ein aktives Jahr war mit weniger Kontrollen jedoch grösseren Bussen, was die Qualität der PBKF-Kontrollen bestätigt.

Vom BIF durchgeführte Kontrollen

Jacinthe Joye dankt dem Inspektor Dominique Mossu für seine Zusammenfassung des Jahres 2022 sowie dem ganzen BIF-Team für die geleistete Arbeit. Ein besonderes Dankeschön richtet sich an Frau Emanuela Riedo, die die Verantwortung des BIF ad interim übernommen hat.

François Clément informiert über eine Bestimmung, die das BIF seit Jahresbeginn anwendet und unsere Institutionen interessieren könnte, welche die Schwarzarbeit bekämpfen, was auch für die PBKF wichtig ist. Zurzeit kann das BIF unter bestimmten Bedingungen eine Baustelle schliessen, wenn zu kontrollierende Arbeiter flüchten. Diese Massnahme wird zu einem gesunden Wettbewerb führen.

Jahresrechnung 2022

Für die Erläuterungen der Jahresrechnung 2022 übergibt der Präsident das Wort Jacinthe Joye. Die Jahresrechnung ist detailliert im Jahresbericht aufgeführt.

Jacinthe Joye legt die Jahresrechnung vor, die wie im vergangenen Jahr für ein besseres Verständnis als Grafiken dargestellt wird.

Für die zum ersten Mal anwesenden Personen erklärt Jacinthe Joye, dass die Jahresrechnung in zwei Bereiche aufgeteilt ist: ein Bereich Ausbildung und ein Bereich Anwendung. Unter Anwendung fallen alle Ausgaben oder Einnahmen im Zusammenhang mit den Kontrollen im Bauhauptgewerbe, des Personalverleihs und des EntsG.

Einnahmen im Bereich AUSBILDUNG:

CHF 29'500.00

Die Einnahmen im Bereich Ausbildung stammen aus dem Parifonds Bau, der diesen Beitrag aufgrund der Anzahl im Bauwesen tätigen Mitarbeiter des Kantons ausbezahlt, der in den Parifonds Bau Beiträge einzahlt.

Einnahmen im Bereich ANWENDUNG:

CHF 780'044.70

In Bezug auf die Grafiken sind diese Einnahmen folgendermassen verteilt und zusammengefasst:

- Beitrag des Parifonds für die Anwendung des LMV CHF 681'077.18 (86%)
- Konventionalstrafen und Verfahrenskosten Bauhauptgewerbe CHF 97'138.95 (13%)
- Konventionalstrafen und Verfahrenskosten EntsG CHF 6'866.00 (2%)
- Konventionalstrafen und Verfahrenskosten AVG CHF 0.00 (0%)
- Debitorenverlust CHF - 5'038.06 (- 1%)

Total der beiden Bereiche: CHF 809'544.07

Ausgaben im Bereich AUSBILDUNG:

CHF 25'931.05

- Kosten für die Lehrlinge (Werkzeugkisten, Verrechnung an die PBKF durch den FBV CHF 21'133.05 (81%)
- Kosten für die Ausbildung auf der Geschäftsstelle (Prozentsatz der Lohnkosten) CHF 4'798.00 (19%)



Ausgaben im Bereich ANWENDUNG: CHF 783'613.02

Diese Ausgaben sind folgendermassen verteilt:

- Personal-Lohnkosten und Sozialversicherungen + Mandat des BIF (CHF 74'000.00) für Kontrollen Bauhauptgewerbe

CHF 561'717.95 (72%)

- Kontrollkosten des BIF für Kontrollen EntsG

CHF 17'770.50 (2%)

Dieser Betrag liegt unter dem Mandat (CHF 40'000.00), da die Ziele 2022 nicht erreicht wurden.

- Weitere Ausgaben, Miete und administrative Kosten
- Entschädigungen für die Anwendung des LMV und Entschädigungen für die Teilnahme an den Sitzungen der Vertretungen

CHF 90'888.05 (12%)

Total der beiden Bereiche: CHF 809'544.07

Das Jahresergebnis 2022 beträgt CHF 44'222.82. Aus steuertechnischen Gründen wurde dieser Betrag dem Parifonds Bau zurückerstattet, damit das Jahresergebnis null beträgt.

François Clément dankt Jacinthe Joye für die Jahresrechnung und erkundigt sich, ob es Fragen gibt. Da dies nicht der Fall ist, übergibt der Präsident das Wort Frau Mireille Veyre-Bonny, die den Prüfungsbericht verliest, da Frau Valérie Ngon von SwissAudit (Mittelland SA) sich entschuldigt hat.

3. Revisionsbericht und Genehmigung der Jahresrechnung 2022

Im Namen von SwissAudit (Mittelland) SA hält Frau Mireille Veyre-Bonny fest, dass die Kontrolle nach dem Schweizer Prüfungsstandard der eingeschränkten Revision für das Geschäftsjahr per 31.12.2022 erfolgte. Im Rahmen der Prüfung der Jahresrechnung stiess die Treuhandgesellschaft auf keinerlei Elemente, die darauf hinweisen könnten, dass die Jahresrechnung nicht dem Gesetz oder den Statuten entspricht.

François Clément dankt SwissAudit (Mittelland) SA, Frau Mireille Veyre-Bonny, und bittet die Versammlung, die Jahresrechnung per Handhochheben zu genehmigen und dem Vorstand Decharge zu erteilen.

François Clément bittet die Versammlung auch, den Revisionsbericht der SwissAudit (Mittelland) SA per Handhochheben zu genehmigen.

4. Budget 2024

Für die Erläuterungen des Budgets 2024 übergibt der Präsident das Wort Jacinthe Joye.

Auch für das Budget erfolgt die Einteilung in zwei Bereiche:

Einnahmen im Bereich AUSBILDUNG:

CHF 29'500.00 (gleicher Betrag wie 2023 budgetiert)

Einnahmen im Bereich ANWENDUNG:

CHF 778'350.00

- Beitrag des Parifonds für die Anwendung des LMV und verschiedene Einnahmen
- Konventionalstrafen und Verfahrenskosten Bauhauptgewerbe
- Konventionalstrafen und Verfahrenskosten EntsG
- Konventionalstrafen und Verfahrenskosten Personalverleih
- Rückerstattung Gerichtskosten
- Einnahmen aus Entschädigungen an Gegenparteien
- Debitorenverlust

CHF 690'850.00

CHF 80'000.00

CHF 7'000.00

CHF 3'000.00

CHF 500.00

CHF 500.00

CHF -3'500.00

Weitere Einnahmen: CHF 1'000.00

Weitere Einnahmen betreffen die Cerbères-Berufsausweise für Nichtmitglieder (mit CHF 30.00 pro Ausweis verrechnet). Im Vergleich zu 2023 wurde der Betrag gekürzt, da die Berufsausweise künftig durch SIAC/ISAB ausgestellt und verrechnet werden.

Total der beiden Bereiche: CHF 808'850.00

Ausgaben im Bereich AUSBILDUNG:

CHF 29'550.00

- Kosten für Lehrlinge (Werkzeugkasten, Verrechnung an die PBKF durch den FBV)
- Kosten für die Ausbildung auf der Geschäftsstelle (Prozentsatz der Lohnkosten)

CHF 25'000.00

CHF 4'550.00

Ausgaben im Bereich ANWENDUNG:

CHF 779'300.00

- Lohnkosten, Sozialversicherungen und Mandat des BIF für die Kontrollen LMV
- Kontrollkosten des BIF für Kontrollen EntsG
- Weitere Ausgaben, Miete und Sekretariatskosten
- Weitere Entschädigungen

CHF 524'650.00

CHF 39'900.00

CHF 116'650.00

CHF 98'100.00

Total der beiden Bereiche: CHF 808'850.00

Jacinthe Joye übergibt das Wort François Clément für eine Information zum Budget 2024.

Der Präsident weist darauf hin, dass der Vorstand darauf bestand, nicht ein zu optimistisches Budget zu erstellen, da es nicht das Ziel der PBKF ist, einen Gewinn zu generieren. Der Gewinn muss sowieso

dem Parifonds zurückerstattet werden, deshalb ist es nicht interessant, in unserem Budget einen Gewinn auszuweisen, da dies ja nicht das Ziel der PBKF ist.

Der Präsident erkundigt sich, ob es Fragen oder Bemerkungen zum Budget gibt.

Da dies nicht der Fall ist, schlägt er vor, das Budget 2024 wie vorgelegt per Handhochheben zu genehmigen.

Entscheid: das Budget 2024 wird einstimmig angenommen.

5. Statutarische Ernennungen (Vorsitz und Kontrollorgan)

François Clément teilt mit, dass sein Mandat als Gewerkschaftsvertretung nach dieser Versammlung statutengemäss endet.

Der neue Vorsitz 2023-2024 wird von Thierry Jaquet als Vertreter der Gewerkschaft Syna übernommen. Herr Marc Pache, Arbeitgebervertreter, wird als Vize-Präsident amten.

Der Präsident bittet die Versammlung, den Vorsitz und den Vize-Vorsitz per Handhochheben zu genehmigen.

Der abtretende Präsident unterbreitet der Versammlung einen letzten Punkt zur Genehmigung: Die Genehmigung per Handhochheben der Fortführung des Mandats der SwissAudit (Mittelland) SA, was einstimmig angenommen wird.

6. Verschiedenes

François Clément schlägt vor, zu einem berührenden Teil überzugehen, da wir uns von zwei Personen verabschieden werden. Es sind dies:

Jean-Daniel Wicht, der sich für die Bekämpfung der Schwarzarbeit einsetzte. Er erklärt, dass die Kommission gerne mit ihm zusammenarbeitete und dass sein Nachfolger das Amt mit ebenso viel Energie und Entschlossenheit übernehmen kann, um gegen diese «Plage» vorzugehen.

Jacinthe Joye, die während 10 Jahren bei der PBKF arbeitete. Heute wird somit ein wichtiges Kapitel abgeschlossen. Frau Joye arbeitete aufmerksam und entschlossen und unterstützte auch den Präsidenten an den Sitzungen. Sie war somit für das reibungslose Funktionieren der Kommission unerlässlich. Damit die Verdankung in aller Form erfolgt, übergibt der Präsident das Wort dem FBV-Präsidenten, Herrn David Valterio.

Jacinthe Joye ist sehr berührt von dieser Anerkennung, hält jedoch fest, dass es anfangs recht schwierig war. Denn wenn man in einem Verband arbeitet, werden Entscheide nur langsam gefällt, und man muss geduldig sein, um ein Dossier abschliessen zu können. Sie dankt ihren Mitarbeiterinnen, die wertvolle Arbeit leisteten und erklärt, dass es ihr viel Freude bereitete, in dieser Kommission zu arbeiten, denn die Arbeit war sehr interessant. Sie wird die Zusammenarbeit in guter Erinnerung behalten.

Der Präsident bittet Burim Ramaj, den Nachfolger von Jacinthe Joye, sich vorzustellen.

Der Präsident dankt der Versammlung für die Teilnahme an dieser Generalversammlung. Er schliesst die Versammlung der PBKF und erklärt, dass die Preisübergabe 2023 des FFB und der gemütliche Teil beginnen können.

Der Präsident schliesst die Versammlung um 17:30 Uhr.

Paritätische Berufskommission Freiburg
des Bauhauptgewerbes


Véronique Grandjean
Administrative Mitarbeiterin



RÉTROSPECTIVE //

Sujets traités et validés par le comité au cours de ses séances annuelles à savoir:

Février // 13.02

- Fin d'activité: L'entreprise Lambelet & Bugnon SA à Chénens cessera son activité à la fin mars 2023.
- Nouvelle CN: Information de la Commission paritaire suisse d'application (CPSA) que la nouvelle période de décompte des heures s'étendrait du 1^{er} mai au 30 avril de l'année suivante.
- ICF: Question, si les objectifs des contrôles LDét en 2022 ont été atteints ou si un remboursement des forfaits est nécessaire.

Avril // 24.04

- Nouvelle CN: Information, qu'à la demande des partenaires sociaux, le Conseil fédéral a adopté début avril la décision d'extension du champ d'application de la Convention nationale (CN) pour le secteur principal de la construction (remise en vigueur et modifications du 6 avril 2023). Le champ d'application des conventions négociées entre la SSE et les syndicats Unia et Syna est ainsi étendu à tous les travailleurs et employeurs du secteur principal de la construction en Suisse. La décision d'extension garantit l'égalité de traitement à toutes les entreprises de la construction et prévient le dumping salarial.
- Organisation: Communication, que Mme Nathalie Codourey a donné sa démission pour le 31 mai 2023 et que Mme J. Joye informe

quittera son poste de responsable administrative du département «Marché du travail» le 30 septembre 2023 mais restera à 50% jusqu'au 31 décembre 2023 pour faire la liaison avec la personne qui la remplacera.

- Approbation des comptes: Les comptes 2022 ont été approuvés à l'unanimité.

Août // 21.08

- Budget: Constatations, que le total des charges et des produits projetés est de CHF 808'850.00. Ce budget est légèrement inférieur au budget 2023 de (CHF 13'200.-). Le budget 2024 est accepté.
- Formation e-learning: Décision, que le financement de la formation continue e-learning pour les machinistes serait divisé par trois (soit un tiers la FFE, un tiers le FFC et un tiers la CPPF, via le Parifonds).

Novembre // 20.11

- Calendrier: Information, qu'il y aura 7 jours compensés et décision qu'il ne faut pas prévoir un calendrier région montagne.
- CCT locale: Question, d'avoir une caution pour garantir le respect de la CCT n'est pas traitée car on devrait avoir une base légale.
- Objectifs pour 2024: Actualisation des règlements de la CPPF et du FFC ainsi que l'implémentation du système de Baticontrol.



RETROSPEKTIVE //

Vom Ausschuss während seiner jährlichen Sitzungen behandelte und validierte Themen:

Februar // 13.02

- Ende der Tätigkeit: Das Unternehmen Lambeller & Bugnon SA in Chénens hat seine Tätigkeit Ende März 2023 eingestellt.
- Neuer LMV: Information der Schweizerischen Paritätischen Vollzugskommission Bauhauptgewerbe (SVK), dass die neue Stundenzählperiode vom 1. Mai bis 30. April des Folgejahres dauern wird.
- BIF: Frage, ob die Ziele der Kontrollen bezgl. EntsG im Jahr 2022 erreicht wurden oder ob eine Rückerstattung der Vorschüsse notwendig ist.

April // 24.04

- Neuer LMV: Information, dass auf Antrag der Sozialpartner der Bundesrat Anfang April die Allgemeinverbindlicherklärung (AVE) des Landesmantelvertrags (LMV) für das Bauhauptgewerbe (Wiederinkraftsetzung und Änderungen vom 6. April 2023) verabschiedet hat. Damit wird der Geltungsbereich der zwischen dem SBV und den Gewerkschaften Unia und Syna ausgehandelten Vereinbarungen auf alle Arbeitnehmenden und Arbeitgeber des Bauhauptgewerbes in der Schweiz ausgedehnt. Die AVE stellt gleich lange Spiesse für alle Baufirmen sicher und verhindert Lohndumping.
- Organisation: Mitteilung, dass Frau Nathalie Codourey ab dem 31. Mai 2023 gekündigt hat

und dass Frau J. Joye ihre Position als Administrativverantwortliche der Abteilung «Arbeitsmarkt» am 30. September 2023 aufgeben wird. Danach wird sie aber zu 50 % arbeiten bis zum 31. Dezember 2023, um in Kontakt mit der Nachfolge zu treten.

- Genehmigung der Rechnung: Die Jahresrechnung 2022 wurde einstimmig genehmigt.

August // 21.08

- Budget: Feststellung, dass die gesamten geplanten Ausgaben und Einnahmen CHF 808.850,00 betragen. Dieses Budget liegt etwas unter dem Budget 2023 von (CHF 13.200.–). Das Budget 2024 wird angenommen.
- Weiterbildung e-learning: Beschluss, dass die Finanzierung der E-Learning-Weiterbildung für Maschinisten durch drei geteilt wird (d. h. ein Drittel durch den FBV, ein Drittel durch die PBKF und ein Drittel über den Parifonds).

November // 20.11

- Kalender: Information, dass es 7 kompensierte Tage geben wird und Entscheidung, dass kein Kalender für Bergregionen vorgesehen werden soll.
- Lokaler GAV: Die Frage einer Kautions zur Gewährleistung der Einhaltung des GAV wird nicht behandelt, da dazu eine Rechtsgrundlage fehlt.
- Ziele für 2024: Aktualisierung der PBKF- und FFB-Reglemente sowie die Implementierung des Baticontrol-Systems.



INFORMATIONS SUR LES DOSSIERS TRAITÉS ET CLÔTURÉS //

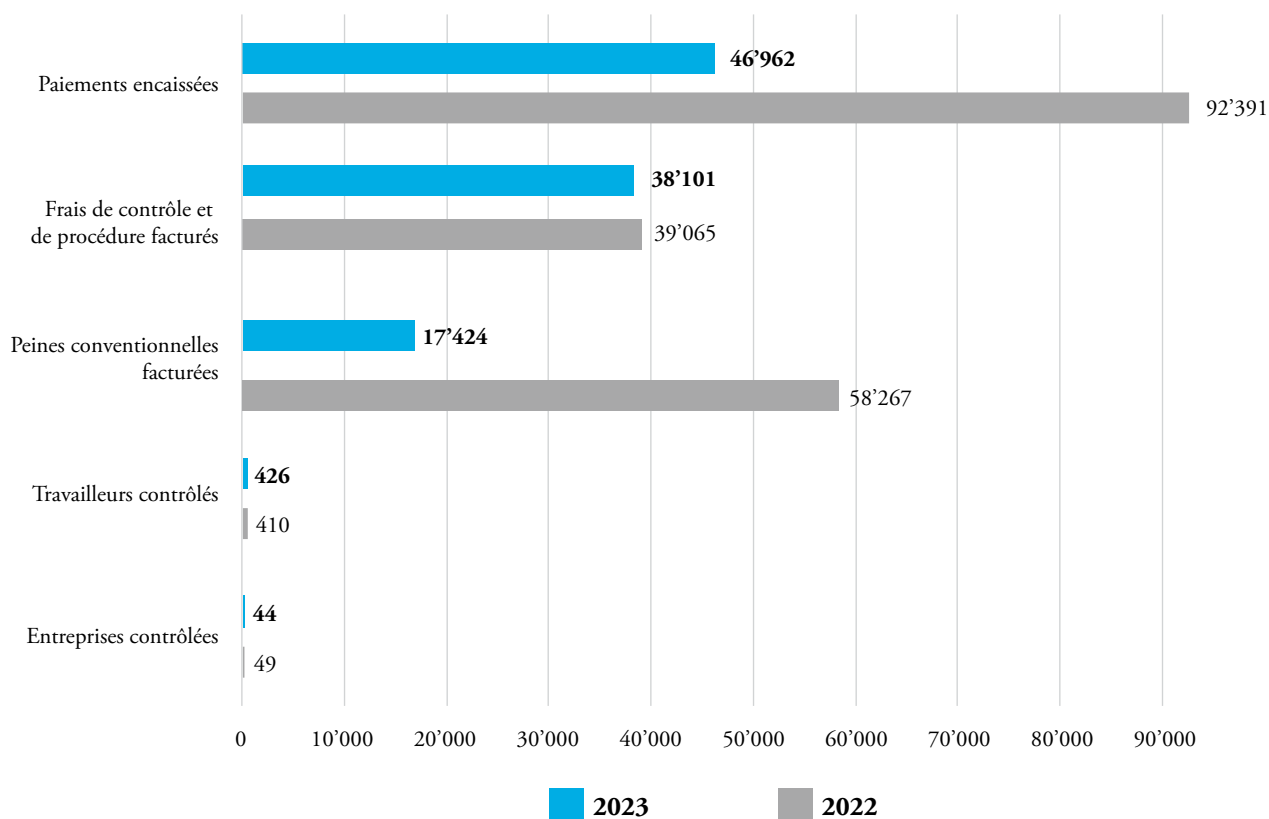
En 2023, le Bureau d'application s'est réuni à quatre reprises pour analyser les dossiers présentés par le secrétariat. Les principaux manquements constatés sont les heures supplémentaires pas majorées à 25% ou pas soldées au 30 avril. Des erreurs administratives sont souvent remarquées comme par exemple les classes de salaire qui manquent ou des taux vacances pas justes par rapport à l'âge du collaborateur.

La CPPF a contrôlé 44 entreprises du gros œuvre par rapport au respect de la CN. Ce chiffre comprend également les employés détachés qui travaillent dans le gros œuvre et les sociétés de location de services. Durant cette année, le Bureau d'application a prononcé des peines conventionnelles pour un montant de CHF 17'424.00 et a facturé des frais de procédure pour une somme de CHF 38'101.00. Les paiements encaissés s'élèvent

à CHF 46'962.00. Par rapport à l'année précédente, presque le même nombre d'entreprises ont été contrôlées. Cependant, les peines conventionnelles étaient beaucoup moins nombreuses, ce qui explique pourquoi les paiements encaissés étaient en total inférieures.

Les peines conventionnelles sont calculées selon l'aide de calcul pour la fixation des peines conventionnelles mise à disposition par la Commission paritaire suisse d'application et le Bureau d'application s'y conforme. Quant aux frais de procédure administrative, ils sont calculés selon un tarif horaire moyen approuvé par la Commission paritaire suisse d'application.

Selon la base de données Reporting Tool voici, ci-après, les indications relatives aux dossiers clôturés le 31 décembre 2023.



INFORMATIONEN ZU BEARBEITETEN UND ABGESCHLOSSENEN DOSSIERS //

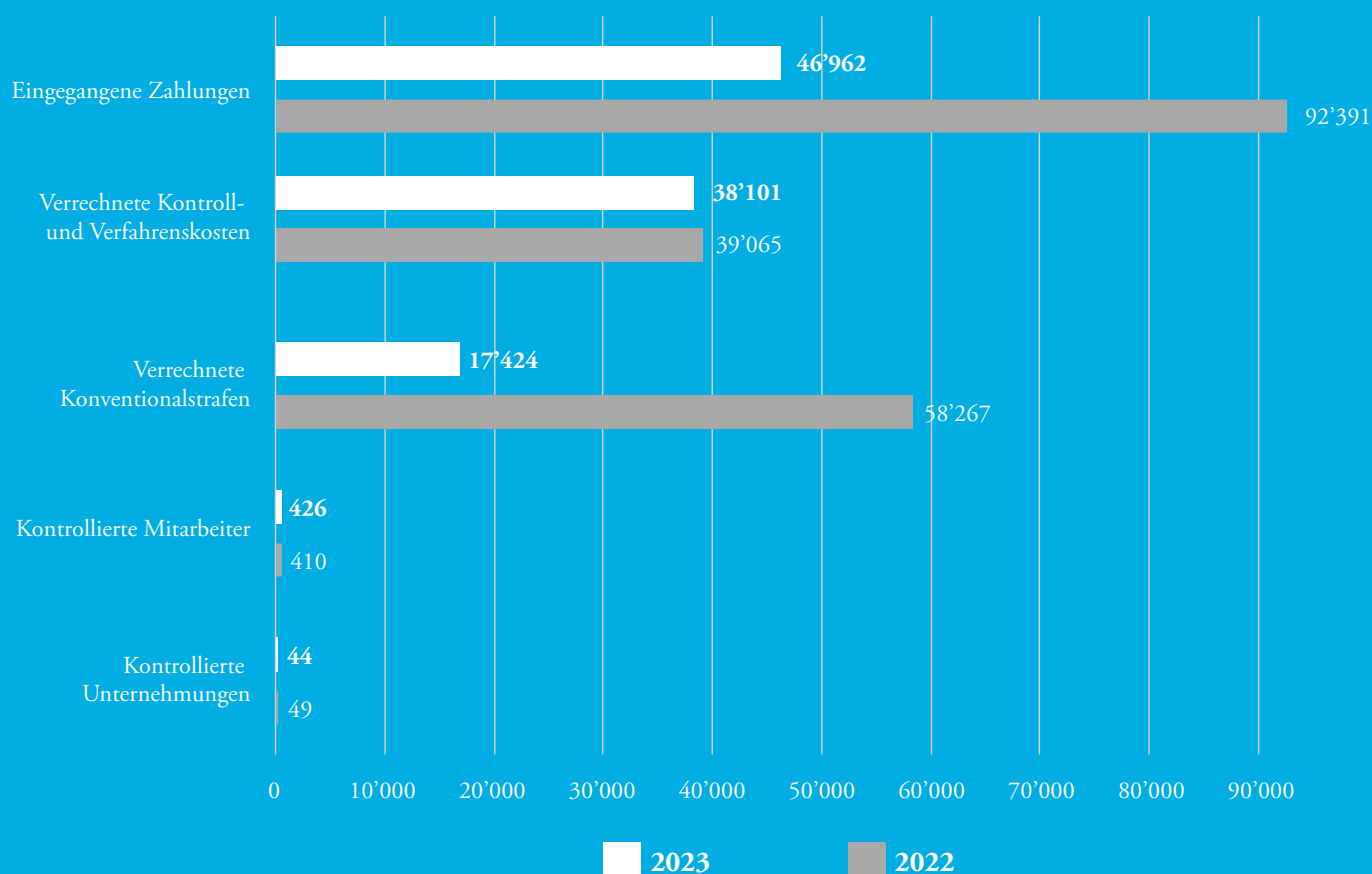
Im Jahr 2023 versammelte sich das Vollzugsbüro viermal, um die vom Sekretariat vorgelegten Dossiers zu analysieren. Die hauptsächlichsten Fehlverhalten bezogen sich auf Überstunden, die nicht mit einem Zuschuss von 25 % oder nicht bis zum 30. April bezahlt wurden. Häufig fallen Verwaltungsfehler auf, etwa fehlende Lohnklassen oder nicht altersgerechte Urlaubssätze.

Die PBKF kontrollierte 44 Bauunternehmen im Hinblick auf die Einhaltung des LMV. In dieser Zahl sind auch entsandte Arbeitnehmer enthalten, die in Hochbau- und Personalverleihunternehmen tätig sind. Das Vollzugsbüro verhängte in diesem Jahr Konventionalstrafen in Höhe von CHF 17'424.00 und stellte Verfahrenskosten in Höhe von CHF 38'101.00 in Rechnung. Die erhaltenen Zahlungen belaufen sich auf CHF 46'962.00.

Im Vergleich zum Vorjahr wurden fast gleich viele Unternehmen kontrolliert. Jedoch folgten viel weniger Konventionalstrafen, weswegen auch die Gesamteinnahmen tiefer ausgefallen sind.

Konventionalstrafen werden nach der von der Schweizerischen Paritätischen Vollzugskommission zur Verfügung gestellten Berechnungshilfe zur Festsetzung von Konventionalstrafen berechnet und vom Vollzugsbüro befolgt. Die Verwaltungskosten werden nach einem von der Schweizerischen Paritätischen Vollzugskommission genehmigten durchschnittlichen Stundensatz berechnet.

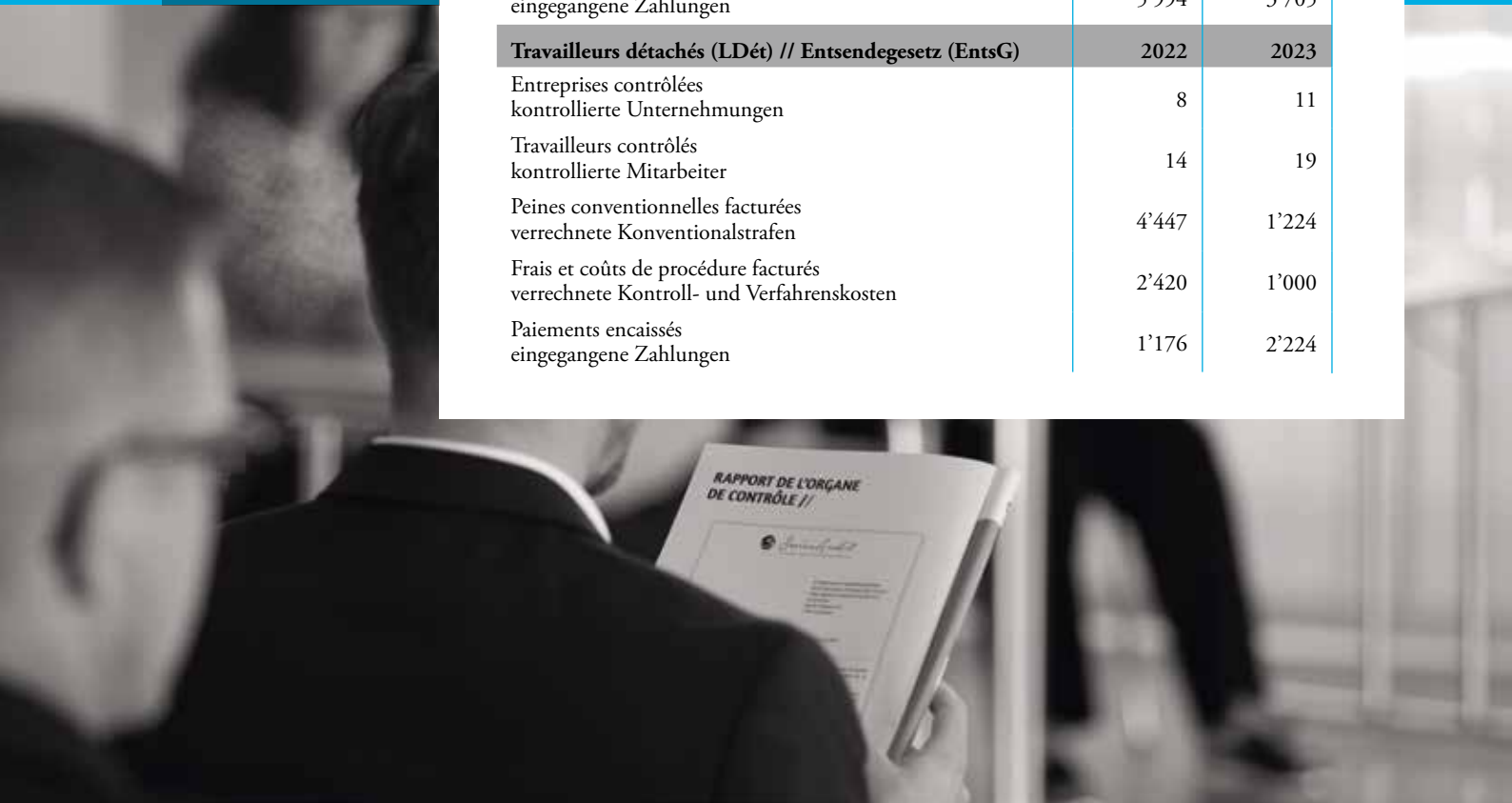
Laut der Datenbank von Reporting Tool finden Sie unten die Angaben zu den am 31. Dezember 2023 abgeschlossenen Dossiers.



Détail des contrôles // Details der Kontrollen

Selon la base de données Reporting Tool au 31.12.2023
entsprechend der Datenbank von Reporting Tool per 31.12.2023

TOTAL DES 3 DOMAINES // TOTAL DER 3 BEREICHE	2022	2023
Entreprises contrôlées kontrollierte Unternehmungen	49	44
Travailleurs contrôlés kontrollierte Mitarbeiter	410	426
Peines conventionnelles facturées verrechnete Konventionalstrafen	58'267	17'424
Frais de contrôle et de procédure facturés verrechnete Kontroll- und Verfahrenskosten	39'065	38'101
Paiements encaissés eingegangene Zahlungen	92'931	46'962
Convention collective (CN) // Landesmatelvertrag (LMV)	2022	2023
Entreprises contrôlées kontrollierte Unternehmungen	37	29
Travailleurs contrôlés kontrollierte Mitarbeiter	349	265
Peines conventionnelles facturées verrechnete Konventionalstrafen	53'270	15'890
Frais et coûts de procédure facturés verrechnete Kontroll- und Verfahrenskosten	31'201	33'706
Paiements encaissés eingegangene Zahlungen	85'761	41'033
Location de services (LSE) // Personalverleih (AVG)	2022	2023
Entreprises contrôlées kontrollierte Unternehmungen	4	4
Travailleurs contrôlés kontrollierte Mitarbeiter	47	142
Peines conventionnelles facturées verrechnete Konventionalstrafen	550	310
Frais et coûts de procédure facturés verrechnete Kontroll- und Verfahrenskosten	5'444	3'395
Paiements encaissés eingegangene Zahlungen	5'994	3'705
Travailleurs détachés (LDét) // Entsendegesetz (EntsG)	2022	2023
Entreprises contrôlées kontrollierte Unternehmungen	8	11
Travailleurs contrôlés kontrollierte Mitarbeiter	14	19
Peines conventionnelles facturées verrechnete Konventionalstrafen	4'447	1'224
Frais et coûts de procédure facturés verrechnete Kontroll- und Verfahrenskosten	2'420	1'000
Paiements encaissés eingegangene Zahlungen	1'176	2'224



INSPECTORAT CHANTIERS FRIBOURG – EN RÉSUMÉ //

L'année 2023 n'a pas été un long fleuve tranquille. Tout d'abord avec l'augmentation des coûts de l'énergie et celle des matières premières, le marché de la construction s'est fortement tendu pour pouvoir maintenir les prix déposés par les entreprises. Les conséquences de cette conjoncture se sont remarquées tout au long de l'année avec une recrudescence de la sous-traitance sur les chantiers et ceci dans tous les secteurs de la construction. Cette tendance est même montée d'un cran quand nous découvrons des travailleurs en deuxième, voir troisième sous-traitance. Forcément cela entraîne des conséquences sur nos contrôles.

Vers la fin de la première moitié de l'année l'Inspectorat chantiers Fribourg (ICF) a appliqué «les mesures provisoires d'interdiction d'accès à un lieu de travail». Ces mesures sont ensuite avalisées ou pas par le Service Public de l'Emploi (SPE). Elles s'appliquent selon des critères bien définis par la loi. Ces mesures ne sont pas prononcées sans des

conséquences économiques et l'ICF veille à ce que les infractions sont bien commises par une entreprise avant de les prononcer.

Tout au long de l'année l'Inspectorat a effectué des contrôles du samedi. Malheureusement nous constatons encore beaucoup trop d'entreprises qui ne possèdent pas d'autorisation de travail du samedi. Pourtant pour certaines branches ces autorisations sont tellement simples à obtenir que les inspecteurs ne comprennent pas pourquoi ces entreprises ne font pas la démarche.

Et pour finir cette année 2023 l'Inspectorat chantiers Fribourg a vu l'arrivée d'un inspecteur supplémentaire ainsi que d'un nouveau Directeur. Espérons qu'en 2024 les perspectives économiques, politiques et géopolitiques soient favorables au marché du travail.

Jean-Baptiste Aubry
Directeur

BAUSTELLENINSPEKTORAT FREIBURG– ZUSAMMENFASSUNG //

Das Jahr 2023 war kein langer, ruhiger Fluss: Vor allem mit steigenden Kosten im Bereich der Energie und der Rohstoffe. Im Bausektor hat sich die Situation deutlich angespannt, um die von den Unternehmen festgelegten Preise halten zu können. Und die Folgen dieser Situation waren das ganze Jahr über spürbar, da die Vergabe von Unteraufträgen auf Baustellen zunahm. Und das in allen Bereichen des Bauwesens. Dieser Trend verstärkt sich sogar noch, da wir zweite oder sogar dritte Subunternehmer entdecken. Dies hat auch natürlich Konsequenzen für unsere Kontrollen.

Gegen Ende des ersten Halbjahres ergriff das Baustelleninspektorat Freiburg (BIF) „vorläufige Massnahmen, die den Zugang zu einem Arbeitsplatz verbieten“. Diese Massnahmen werden dann vom Amt für den Arbeitsmarkt (AMA) genehmigt oder nicht. Sie gelten nach gesetzlich genau definierten Kriterien. Diese Massnahmen werden nicht ohne wirtschaftliche Konsequenzen verhängt und das

BIF stellt vorab sicher, dass die Widerhandlungen tatsächlich von einem Unternehmen begangen werden, bevor sie sie erlässt.

Das ganze Jahr über führte das Inspektorat samstags Kontrollen durch. Leider sehen wir immer noch viel zu viele Unternehmen, die keine Samstagsarbeitsgenehmigung haben. Diese Genehmigungen sind allerdings für bestimmte Branchen so einfach zu erhalten, dass die Inspektoren nicht verstehen, warum diese Unternehmen nicht das notwendige Verfahren einleiten.

Und zum Abschluss des Jahres 2023 hat das Baustelleninspektorat Freiburg einen zusätzlichen Inspektor und einen neuen Direktor eingestellt. Hoffen wir, dass die wirtschaftlichen, politischen und geopolitischen Aussichten im Jahr 2024 günstig für den Arbeitsmarkt ausfallen werden.

Jean-Baptiste Aubry
Direktor

COMPTES 2023 //

(LE DÉTAIL DES COMPTES AINSI QUE LES PIÈCES JUSTIFICATIVES SONT À DISPOSITION DES MEMBRES)

Bilan de clôture

N°	TITRE DU COMPTE	COMPTES 2022	BUDGET 2023	COMPTES 2023
ACTIFS				
1000	Caisse	104,65		104,65
1010	Poste	195'507,72		235'371,68
1100	Débiteurs	11'233,65		4'524,80
1109	Ducroire	-600,00		-1'200,00
1300	Actifs transitoires	635,45		83'098,37
Total des actifs		206'881,47		321'899,50
PASSIFS				
2000	Créanciers	23'758,65		183'039,50
2300	Passifs transitoires	48'122,82		3'860,00
2450	Prêts Parifonds Construction	135'000,00		135'000,00
Total des passifs		206'881,47		321'899,50

Compte de résultat et budgets

N°		COMPTES 2022	BUDGET 2023	COMPTES 2023
Produits domaine formation				
3000	Contribution Parifonds Construction à la formation	29'500,00	29'500,00	29'500,00
Total produits domaine formation		29'500,00	29'500,00	29'500,00
Produits domaine application				
3100	Contribution Parifonds Construction à l'application	681'077,18	696'250,00	730'966,65
3110	Peines conventionnelles	54'877,75	45'000,00	17'100,00
3120	Frais de procédures	38'901,10	35'000,00	24'978,00
3140	Produits peines conventionnelles LDét	4'446,00	1'500,00	1'225,00
3150	Produits frais de procédure LDét	2'420,00	4'500,00	1'000,00
3160	Produits peines conventionnelles Location service	0,00	2'500,00	160,00
3170	Produits frais procédure Location service	0,00	3'500,00	1'530,00
3175	Remboursement frais Tribunal	500,00	300,00	0,00
3180	Recettes sur dédommagements à parties adverses	0,00	500,00	0,00
3195	Pertes sur débiteurs	-5'038,06	2'000,00	-624,00
Total produits domaine application		777'183,97	791'050,00	776'335,65
3600	Produits divers	2'860,10	1'500,00	1'264,50
Total produits autres		2'860,10	1'500,00	1'264,50
Total produits domaine application		780'044,07	792'550,00	777'600,15
TOTAL PRODUITS DES DEUX DOMAINES		809'544,07	822'050,00	807'100,15

N°	COMPTES 2022	BUDGET 2023	COMPTES 2023
Frais domaine formation			
Promotion de la relève / formation initiale			
4021 Prestations aux apprentis	21'133,05	35'000,00	24'703,35
Total promotion de la relève / formation initiale	21'133,05	35'000,00	24'703,35
Frais administratifs formation			
4060 Secrétariat formation	4'798,00	4'550,00	4'550,00
Total frais administratifs formation	4'798,00	4'550,00	4'550,00
Total frais domaine formation	25'931,05	39'550,00	29'253,35
Frais domaine application CCT			
4100 Indemnisations commissions	24'896,85	30'000,00	21'653,95
4101 Remboursement de frais	2'125,30	3'800,00	1'338,30
4115 Contribution matériel apprentis	231,00	300,00	264,05
4120 Contrôles d'assujettissement CN	23'990,00	22'750,00	22'750,00
4130 Contrôles compt. salaires CN	493'095,45	460'950,00	469'686,20
4140 Contrôles LDét	17'770,50	39'900,00	24'107,70
4150 Contrôles Location service	14'394,00	13'650,00	13'650,00
4160 Autres mandats	60'000,00	60'000,00	60'000,00
4165 Frais administratifs	30'238,50	27'300,00	28'213,85
4170 Taxes / frais judiciaires	1'967,90	4'800,00	1'753,40
4180 Honoraires tiers (juristes, avocats)	1'667,00	3'500,00	481,00
Total frais domaine application CCT	670'376,50	666'950,00	643'898,45
Frais de bureau en général			
6500 Secrétariat	3'767,45	3'000,00	4'429,60
6520 Prestations de tiers	4'883,05	3'500,00	1'122,15
6530 Copies, papier, matériel de bureau	4'368,10	4'500,00	3'353,45
6540 Imprimés	3'500,45	3'800,00	3'139,55
6550 Frais de port et taxes	661,22	750,00	419,60
6560 Contributions à des tiers	3'977,20	4'000,00	3'669,50
Total frais de bureau en général	21'157,47	19'550,00	16'133,85
Frais administratifs			
6700 Autres charges	92'079,05	96'000,00	117'814,50
Total frais autres administratifs	92'079,05	96'000,00	117'814,50
Total frais en général	113'236,52	115'550,00	133'948,35
Total frais domaine application CCT	783'613,02	782'500,00	777'846,80
TOTAL CHARGES DES DEUX DOMAINES	809'544,07	822'050,00	807'100,15
Rétrocession Parifonds	44'222,82		-82'789,47

COMMENTAIRES SUR LES PRODUITS ET LES CHARGES 2023 //

Présentation

La Commission Professionnelle Paritaire Fribourgeoise du secteur principal de la construction est une association au sens des articles 60 et suivants du Code civil suisse.

Principe comptable

Les états financiers de la Commission Professionnelle Paritaire Fribourgeoise du secteur principal de la construction ont été établis conformément aux règlements de financement des CPP locales du secteur principal de la construction (CPSA), aux dispositions applicables du Code des obligations et aux Recommandations relatives à la présentation des comptes selon SWISS GAAP RPC 21. Le contrôle a été effectué selon la Norme suisse relative au contrôle restreint.

Produits

TOTAL DES PRODUITS: CHF 807'100.15

Produits domaine Formation: CHF 29'500.00

Les produits du compte formation proviennent de la contribution du Parifonds Construction.

Produits domaine Application: CHF 777'600.15

Le résultat des produits du domaine d'application se compose, après la rétrocession négative de l'exercice, de la contribution du Parifonds Construction, soit CHF 730'966.65, des produits des contrôles

CN, LSE, LDét, autres produits et d'une perte sur débiteurs ce qui donne un total de CH 46'633.50.

Explication de la contribution du Parifonds

Construction

La contribution de ce Fonds paritaire sert à couvrir les frais d'application et de contrôles de la CN, y compris les LSE et les LDét ainsi que le fonctionnement de la Commission Professionnelle Paritaire Fribourgeoise. En 2023, le Fonds a versé la somme de CHF 677'677.18. Ce montant comprend la contribution de formation de CHF 29'500.00.)

Charges

TOTAL DES CHARGES: CHF 807'100.15

Frais domaine Formation: CHF 29'253.35

Les frais de ce domaine concernent les prestations allouées aux apprentis, comme par exemple les caisses à outils.

Frais domaine Application: CHF 777'846.80

Le total de ces frais se rapporte aux points suivants:

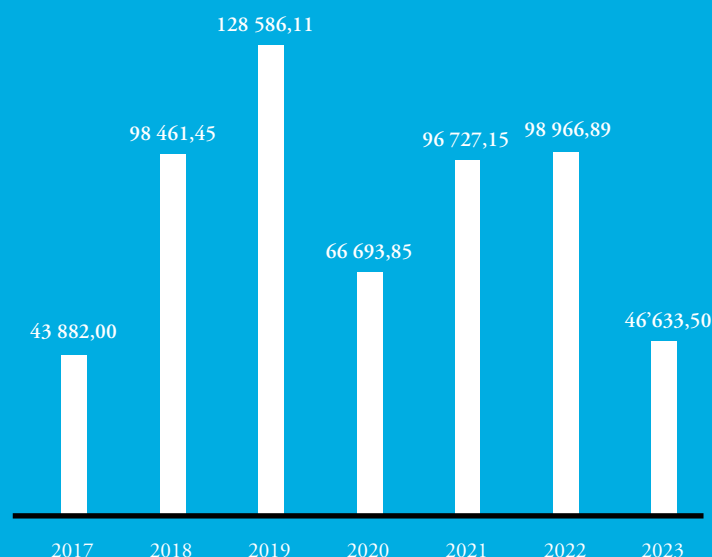
- les charges salariales et sociales du secrétariat (4.00 EPT) pour l'application de la CN
- le mandat de l'Inspectorat chantiers Fribourg relatif aux contrôles des chantiers se rapportant à la CN et aux LDét
- le versement d'indemnités aux représentations pour l'application de la CN
- les frais de séances
- les locaux, la maintenance informatique
- les frais administratifs, frais en général.

Par rapport au budget 2023, le total des charges est inférieur de CHF 14'949.85 (1.82%). Cette diminution provient principalement des centres de charges indemnités aux commissions pour les frais de séances et des contrôles LDét.

Résultat de l'exercice

Le résultat de l'exercice 2023 s'est élevé à CHF -82'789.47. Pour des raisons fiscales, ce montant a été rétrocédé au Parifonds Construction afin d'obtenir un résultat à zéro. Cette restitution touche les comptes 2300 «Passifs transitoires» et 3100 «Contribution du Parifonds Construction».

Produits des contrôles // Einnahmen der Kontrollen



KOMMENTARE ZUR JAHRESRECHNUNG 2023 //

Vorstellung

Die Paritätische Berufskommission Freiburg des Bauhauptgewerbes ist ein Verein im Sinne von Artikel 60 ff. des Schweizerischen Zivilgesetzbuchs.

Rechnungslegungsgrundsatz

Die Jahresabschlüsse der Paritätischen Berufskommission Freiburg des Bauhauptgewerbes wurden gemäss dem Finanzierungsreglement der lokalen PBK des Bauhauptgewerbes (SVK), den anwendbaren Bestimmungen des Obligationenrechts und den Empfehlungen zur Rechnungslegung nach SWISS GAAP FER 21 erstellt. Die Rechnungsprüfung erfolgte gemäss Schweizer Standard zur eingeschränkten Revision.

Einnahmen

GESAMTEINNAHMEN: CHF 807'100.15

Einnahmen im Bereich Ausbildung:

CHF 29'500.00

Die Einnahmen des Postens Ausbildung stammen aus dem Parifonds Bau.

Einnahmen im Bereich Anwendung:

CHF 777'600.15

Das Ergebnis bei den Einnahmen im Bereich Anwendung setzt sich nach der positiven Rückübertragung des Geschäftsjahres aus dem Beitrag des Parifonds Bau, also CHF 730'966.65, aus Einnahmen aus den Kontrollen LMV, AVG, EntsG, aus weiteren Einnahmen sowie aus einem Debitorenverlust zusammen, was ein Total von CHF 46'633.50 ergibt.

Erklärung des Beitrags des Parifonds Bau

Der Beitrag dieses paritätischen Fonds dient zur Deckung der Anwendungs- und Kontrollkosten des LMV inklusive AVG und EntsG sowie der Betriebskosten der Paritätischen Berufskommission Freiburg. 2023 überwies der Fonds einen Betrag von CHF 677'677.18, in welchem der Ausbildungsbeitrag von CHF 29'500.00 enthalten ist.

Ausgaben

GESAMTAUSGABEN: CHF 807'100.15

Kosten im Bereich Ausbildung: CHF 29'253.35

Die Kosten in diesem Bereich betreffen die Leistungen, die für die Lehrlinge erbracht werden, beispielsweise die Werkzeugkosten.

Kosten im Bereich Anwendung: CHF 777'846.80

In diesem Bereich betreffen die Gesamtkosten die folgenden Punkte:

- Die Lohn- und Sozialkosten der Geschäftsstelle (4.00 VZÄ) für die Anwendung des LMV
- Das Mandat des Baustelleninspektorats Freiburg für die Baustellenkontrollen in Bezug auf LMV und EntsG
- Die Zahlung von Entschädigungen für die Vertretungen für die Anwendung des LMV
- Die Sitzungskosten
- Die Räume, die IT-Wartung
- Die Administrativkosten, Gemeinkosten.

Die Ausgaben liegen um CHF 14'949.85 (1.82%) unter dem für 2023 budgetierten Betrag. Diese Abnahme ergibt sich grösstenteils aus den Kostenträgern Entschädigungen an Kommissionen für Sitzungskosten und Kontrollen EntsG.

Jahresergebnis

Das Jahresergebnis 2023 beträgt CHF -82'789.47. Aus steuertechnischen Gründen wurde dieser Betrag dem Parifonds Bau rückübertragen, um ein Jahresergebnis gleich null zu erhalten. Diese Rückübertragung betrifft die Posten 2300 «Transitorische Passiven» und 3100 «Beitrag des Parifonds Bau».

RAPPORT DE L'ORGANE DE CONTRÔLE //



A l'attention de l'Assemblée générale
de la Commission professionnelle paritaire
fribourgeoise du secteur principal de la
construction
Rte de de l'Industrie 71
1791 Courtaman

Fribourg, le 30 avril 2024

Rapport de l'organe de révision pour l'exercice s'arrêtant au 31 décembre 2023

En notre qualité d'organe de révision, nous avons contrôlé les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) de la Commission professionnelle paritaire fribourgeoise du secteur principal de la construction pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2023.

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels incombe au comité alors que notre mission consiste à contrôler ces comptes. Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément et d'indépendance.

Notre contrôle a été effectué selon la Norme suisse relative au contrôle restreint. Cette norme requiert de planifier et de réaliser le contrôle de manière telle que des anomalies significatives dans les comptes annuels puissent être constatées. Un contrôle restreint englobe principalement des auditions, des opérations de contrôle analytiques ainsi que des vérifications détaillées appropriées des documents disponibles dans l'entreprise contrôlée. En revanche, des vérifications des flux d'exploitation et du système de contrôle interne ainsi que des auditions et d'autres opérations de contrôle destinées à détecter des fraudes ou d'autres violations de la loi ne font pas partie de ce contrôle.

Lors de notre contrôle, nous n'avons pas rencontré d'élément nous permettant de conclure que les comptes annuels ne sont pas conformes à la loi suisse et aux statuts.

Kym Schnarrenberger
Expert-réviseur agréé

SwissAudit (Mittelland) SA
Frédéric Franceschetti
Réviseur agréé
Réviseur responsable

Annexes :
Bilan au 31.12.2023
Compte de résultat 2023
Annexe aux comptes selon l'art. 959c CO

BUDGET 2025 //

N° Compte de résultats produits	COMPTES 2023	BUDGET 2024	BUDGET 2025
Produits domaine formation			
3000 Contribution Parifonds Construction à la formation	29'500,00	29'500,00	29'500,00
Total produits domaine formation	29'500,00	29'500,00	29'500,00
Produits domaine application			
3100 Contribution Parifonds Construction à l'application	730 966,65	690'850,00	731 000,00
3110 Peines conventionnelles	17 100,00	45'000,00	35 000,00
3120 Frais de procédures	24 978,00	35'000,00	30 000,00
3140 Produits peines conventionnelles LDét	1 225,00	4'500,00	3 500,00
3150 Produits frais de procédure LDét	1 000,00	2'500,00	2 500,00
3160 Produits peines conventionnelles Location service	160,00	1'500,00	1 500,00
3170 Produits frais procédure Location service	1 530,00	1'500,00	1 500,00
3175 Remboursement frais Tribunal	0,00	500,00	500,00
3180 Recettes sur dédommagements à parties adverses	0,00	500,00	500,00
3195 Pertes sur débiteurs	-624,00	-3'500,00	-2 000,00
Total produits domaine application	776 335,65	778'350,00	804 000,00
Produits autres			
3600 Produits divers	1'264,50	1'000,00	1'000,00
Total produits divers autres	1'264,50	1'000,00	1'000,00
TOTAL PRODUITS DES DEUX DOMAINES	807'100,15	808'850,00	834 500,00

N° Compte de résultats charges	COMPTES 2023	BUDGET 2024	BUDGET 2025
Frais domaine formation			
Promotion de la relève / formation initiale			
4021 Prestations aux apprentis	24'703,35	25'000,00	25'000,00
Frais administratifs formation			
4060 Secrétariat formation	4'550,00	4'550,00	4'550,00
Total frais domaine formation	29'253,35	29'550,00	29'550,00
Frais domaine application CCT			
4100 Indemnisations commissions	21'653,95	30'000,00	30'000,00
4101 Remboursement de frais	1'338,30	2'800,00	2'470,00
4115 Contribution matériel apprentis	264,05	300,00	300,00
4120 Contrôles d'assujettissement CN	22'750,00	18'200,00	18'200,00
4130 Contrôles compt. salaires CN	469'686,20	460'950,00	461'230,00
4140 Contrôles LDét	24'107,70	39'900,00	39'900,00
4150 Contrôles Location service	13'650,00	13'650,00	13'650,00
4160 Autres mandats	60'000,00	60'000,00	60'000,00
4165 Frais administratifs	28'213,85	31'850,00	31'850,00
4170 Taxes / frais judiciaires	1'753,40	2'500,00	2'500,00
4180 Honoraires tiers (juristes, avocats)	481,00	2'500,00	2'500,00
Total frais domaine application CCT	643'898,45	662'650,00	662'600,00
Frais de bureau en général			
6500 Secrétariat	4'429,60	3'800,00	4'500,00
6520 Prestations de tiers	1'122,15	4'800,00	4'800,00
6530 Copies, papier, matériel de bureau	3'353,45	4'500,00	4'500,00
6540 Imprimés	3'139,55	3'800,00	3'800,00
6550 Frais de port et taxes	419,60	750,00	750,00
6560 Contributions à des tiers	3'669,50	4'000,00	4'000,00
Frais administratifs			
6700 Autres charges	117'814,50	95'000,00	120'000,00
Total frais en général	133'948,35	116'650,00	142'350,00
Total frais domaine application CCT	777'846,80	779'300,00	804'950,00
TOTAL CHARGES DES DEUX DOMAINES	807'100,15	808'850,00	834'500,00

ORGANISATION //

Organe de contrôle des comptes

SwissAudit (Mittelland) SA

L'assemblée désigne, si besoin, chaque année, une société fiduciaire chargée de la vérification des comptes de l'association.

L'organe de contrôle se réunira sur convocation, si nécessaire, au cours du premier semestre qui suit l'exercice comptable. Il soumet chaque année à l'assemblée un rapport écrit sur les comptes, le bilan, ainsi que ses propositions.

Nadine Morand, Nathalie Codourey, Jacinthe Joye, Véronique Grandjean et Silvia Romanens



Assemblée générale

Présidence 2023 : François Clément

L'assemblée générale est composée des délégués des associations membres selon une répartition paritaire fixée dans les statuts. Sont invités : les Présidents et les assesseurs du Tribunal arbitral ainsi que des représentants des associations faïtières patronales et syndicales.

Comité

Présidence 2023 : François Clément

Le comité est composé au minimum de quatre membres. La répartition des sièges entre les organisations des travailleurs et l'organisation des employeurs est paritaire. Deux représentent la FFE, un membre du syndicat Unia et un membre du syndicat Syna. La secrétaire est membre du comité avec voix consultative.

Le Président et le Vice-président du comité sont d'office le Président et le Vice-président de l'association.

Bureau d'application (BA)

Présidence : M^r Richard Waeber

Le Bureau d'application (BA) est l'organe créé par le comité pour contrôler et faire appliquer les dispositions de la CN et de la CCT. Il est composé de quatre représentants syndicaux, quatre représentants patronaux, du Président et de la secrétaire.

Bureau d'exécution (BE)

Le Bureau d'exécution (BE) a été dissout par le comité. Sa mission principale, notamment les propositions des mesures de corrections aux manquements du respect de la CN et l'établissement des décisions sont reprises directement par le Bureau d'application (BA).

Secrétariat

Responsable : Burim Ramaj

Conformément aux instructions de la CPSA, le secrétariat a deux fonctions principales. La première est celle d'organe administratif de l'association et la deuxième celle d'organe de contrôle.

ASSOCIATIONS SIGNATAIRES //

Fédération Fribourgeoise des Entrepreneurs

Route de l'Industrie 71
1791 Courtaman

Syna

Secrétariat central
Römerstrasse 7
4600 Olten

Unia

Secrétariat central
Weltpoststrasse 20
Postfach
3000 Bern 16

Société Suisse des Entrepreneurs

Weinbergstrasse 49
Postfach
8042 Zürich

Syna

Région Fribourg
Route du Petit Moncor 1a
Case postale 43
1752 Villars-sur-Glâne

Unia

Région Fribourg
Route des Arsenaux 15
1700 Fribourg

REPRÉSENTANTS AU TRIBUNAL ARBITRAL //

Fonction	Nom	Prénom	
Président	Overney	Alexis	
Président (partie alémanique)	Gruber	Patrick	
Aile patronale	Poncet	Pierre-Yves	FFE
	Vonlanthen	Daniel	FFE
	Pache	Marc	FFE (S)
Aile syndicale	Follonier	Alejandro	Syna
	Jaquet	Thierry	Syna (S)
	Corminboeuf	Yvan	Unia
	Yildiz	Huseyin	Unia (S)

REPRÉSENTANTS //

Fonction	Nom	Prénom	Représentation
Comité des Institutions paritaires (CPPF)			
Président	Clément	François	Syndicat Unia
Membres	Pache	Marc	FFE
	Wicht	Germain	FFE
	Jaquet	Thierry	Syndicat Syna
Bureau d'application (BA)			
Président	Maître Waeber	Richard	
Membres	Coquoz	Gilbert	FFE
	Remy	Philippe	FFE
	Wicht	Jean-Daniel	FFE Sortie 31.03.2024
	Valterio	David	FFE Entrée 01.03.2024
	Jaquet	Thierry	Syndicat Syna
	Clément	François	Syndicat Unia
Bureau d'exécution (BE) – Ce bureau a été aboli en 2022			
Secrétariat			
Secrétaire responsable	Joye	Jacinthe	CPPF Sortie 31.12.2023
Responsable Marché du travail	Ramaj	Burim	CPPF Entrée 01.11.2023
Assistante de direction	Romanens	Silvia	CPPF
Collaboratrice	Codourey	Nathalie	CPPF Sortie 31.05.2023
Collaboratrice	Grandjean	Véronique	CPPF
Collaboratrice	Morand	Nadine	CPPF
Organe de contrôle			
SwissAudit (Mittelland) SA, Rue St-Pierre 18, 1700 Fribourg			



CPPF

Commission Professionnelle Paritaire Fribourgeoise
du Secteur Principal de la Construction

PBKF

Paritätische Berufskommission Freiburg
des Bauhauptgewerbes

**COMMISSION PROFESSIONNELLE PARITAIRE FRIBOURGEOISE
DU SECTEUR PRINCIPAL DE LA CONSTRUCTION**

Rte de l'Industrie 71 – 1791 Courtaman